

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

Arrêté du 15 juillet 2024
portant mise en demeure à la société SCHROLL de respecter certaines des
dispositions applicables à ses installations sises à Pfastatt

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et, notamment, son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 juin 2006, portant autorisation à la Société SCHROLL - Colmar SAS d'exploiter une unité de collecte, de tri et de traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à PFASTATT - Zone Industrielle Texpark ;

VU le rapport du 31 mai 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite du 28 mai 2024 ;

Considérant que l'article 16.3 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé dispose que : «[...]Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.» ;

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 28 mai 2024, que les équipements ne sont pas convenablement repérés et facilement accessibles ;

Considérant que l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé dispose que : «L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de

fonctionner ou d'être utilisés, les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.." ;

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 28 mai 2024, que l'une des deux vannes permettant la mise en rétentions des eaux, présentes sur le site en cas d'incendie ou de pollution, n'était plus fonctionnelle depuis le 16 octobre 2023 ;

Considérant que le dysfonctionnement de cette vanne amènerait les eaux polluées à se déverser dans la rivière "La Doller", en cas d'incident ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code précité : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SCHROLL - Colmar SAS, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 26 rue Edouard Branly 68000 Colmar, est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour les installations qu'elle exploite, sur la commune de PFASTATT (68120).

Article 2 :

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 9 ;3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé :

«L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de fonctionner ou d'être utilisés, les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées»

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 16.3, alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2006 susvisé :

«L'exploitant s'assurera fréquemment que ces matériels sont en bon état et susceptibles de fonctionner ou d'être utilisés, les vérifications seront consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées..»

Article 4 :

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin et le directeur de la DREAL-service de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet
pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Augustin CELLARD

délais et voies de recours

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg peut être saisi par voie de recours formé contre cette décision et ce, dans les 2 mois, à partir de sa notification.